

Au Journal officiel du 21 au 27 novembre 2015

Au Journal officiel du 21 au 27 novembre 2015

30/11/2015

Au Journal officiel du 21 au 27 novembre 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 21 novembre 2015 :

· Loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 **prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions** - *Entrée en vigueur immédiate* - *Modification de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;*

· Décret n° 2015-1502 du 20 novembre 2015 **relatif à l'entrée en vigueur d'un arrêté** - *Entrée en vigueur immédiate ;*

Et arrêté du 20 novembre 2015 portant *modification de l'arrêté du 11 septembre 2013* relatif aux **mesures de sûreté de l'aviation civile** - *Entrée en vigueur immédiate ;*

· Décret n° 2015-1510 du 19 novembre 2015 relatif à la **promotion de la pertinence des actes, des prestations et des prescriptions en santé** - *Modification du Code de la sécurité sociale ;*

· Décret n° 2015-1511 du 19 novembre 2015 relatif au **contrat d'amélioration des pratiques en établissements de santé** - *Modification du Code de la sécurité sociale ;*

· Décret n° 2015-1512 du 19 novembre 2015 modifiant les délais applicables à l'enquête de représentativité prévue à l'article R. 162-54 du Code de la sécurité sociale - *Modification du Code de la sécurité sociale.*

Au JO du 22 novembre 2015 :

· Arrêté du 22 octobre 2015 précisant les **modalités des contestations dématérialisées des amendes forfaitaires** prévues à l'article 529-10 du Code de procédure pénale- *Modification du Code de procédure pénale ;*

· Arrêté du 30 octobre 2015 *modifiant l'arrêté du 13 octobre 2004* portant création du **système de contrôle automatisé.**

À signaler également au titre de ce JO :

· **Conseil d'État, décision n° 383313 du 9 novembre 2015 publiée au Journal officiel du 22 novembre 2015:**

« L'article 1er du décret n° 2014-558 du 30 mai 2014, portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire, dénommé GENESIS (NOR : JUST1407724D), est annulé en tant qu'il insère dans le code de procédure

pénale le deuxième alinéa de l'article R. 57-9-21 ».

· Conseil d'État, décision n° 389296 du 9 novembre 2015 publiée au Journal officiel du 22 novembre 2015:

« Le deuxième alinéa de l'article 15 du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005, relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat (NOR : JUSC0520196D), est annulé en tant qu'il n'exclut pas du renvoi qu'il fait au décret n° 72-785 du 25 août 1972 l'article 2 de ce décret ».

Au JO du 25 novembre 2015 :

- Arrêté du 29 octobre 2015 portant **homologation des règles de bonnes pratiques relatives au prélèvement d'organes à finalité thérapeutique sur personne décédée - Abrogation de l'arrêté du 27 février 1998 ;**

- Arrêté du 18 novembre 2015 **abrogeant divers textes** relatifs aux **opérations aériennes par des exploitants de transport aérien commercial.**

Au JO du 26 novembre 2015 :

- Décret n° 2015-1524 du 25 novembre 2015 précisant le périmètre des prestations des sociétés de tiers-financement mentionnées au 8 de l'article L. 511-6 du Code monétaire et financier- *Modification du Code monétaire et financier et du Code de la construction et de l'habitation ;*

- Décret n° 2015-1525 du 24 novembre 2015 relatif à la **certification et à la publicité des comptes des syndicats professionnels de salariés ou d'employeurs et de leurs unions et des associations de salariés ou d'employeurs** mentionnés à l'article L. 2135-1 du Code du travail - *Modification du Code du travail ;*

- Décret n° 2015-1526 du 25 novembre 2015 portant application de l'article 149 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - *Modification du Code de la sécurité sociale ;*

- Arrêté du 24 novembre 2015 *modifiant l'arrêté du 4 juillet 2008* portant **répartition des affaires entre les sections administratives du Conseil d'État ;**

- Arrêté du 25 novembre 2015 pris en application des articles R. 518-73 à R. 518-74 du Code monétaire et financier.

Au JO du 27 novembre 2015 :

- Ordonnance n° 2015-1534 du 26 novembre 2015 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 et portant diverses dispositions concernant la défense, les anciens combattants et l'action de l'Etat en mer - *Modification du Code de la défense, du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, du Code de l'environnement, de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 et de la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994*

- Ordonnance n° 2015-1538 du 26 novembre 2015 relative à l'**évolution des circonscriptions des chambres d'agriculture ;**

Et décret n° 2015-1539 du 26 novembre 2015 portant **diverses dispositions pour l'adaptation des chambres d'agriculture à la réforme régionale** - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 11) - Modification du Code rural et de la pêche maritime et abrogation du décret n° 2010-1629 du 23 décembre 2010 et du décret n° 2013-556 du 23 juin 2013 ;*

· Ordonnance n° 2015-1540 du 26 novembre 2015 relative aux **réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat**- *Modification de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015* ;

· Décret n° 2015-1537 du 25 novembre 2015 portant diverses **dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière**- *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 9) - Modification du Code de la route* ;

· Arrêté du 19 novembre 2015 **fixant par situation et par pays ou par localité les coefficients servant au calcul des majorations familiales servies à l'étranger pour enfant à charge** - *Entrée en vigueur le 1er septembre 2015 -Abrogation de l'arrêté du 17 avril 2015 et de l'arrêté du 12 juillet 2013.*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA